

RAPPORT (1997) DU COMITE DES SUBVENTIONS
ET DES MESURES COMPENSATOIRES

I. ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITE

1. L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (ci-après dénommé "l'Accord") est entré en vigueur le 1er janvier 1995. Tous les Membres de l'OMC sont *ipso facto* membres du Comité des subventions et des mesures compensatoires établi en vertu de l'Accord.

2. Les gouvernements qui ont le statut d'observateur auprès du Conseil général ont ce même statut auprès du Comité. Pour ce qui est des organisations internationales intergouvernementales, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont le statut d'observateur régulier conformément aux accords qu'ils ont conclus avec l'OMC. A sa réunion ordinaire de mai 1997, le Comité a accordé un statut d'observateur régulier à la CNUCED et à la FAO, étant entendu qu'il y aurait réciprocité du point de vue de la possibilité d'assister aux débats, des documents et d'autres aspects du statut d'observateur. A ses réunions ordinaires de mai et d'octobre 1997, compte tenu des questions concernant la réciprocité, le Comité a différé l'examen de la demande de statut d'observateur régulier formulée par l'OCDE en attendant la tenue de consultations, mais a invité l'OCDE à continuer, entre-temps, d'assister aux réunions du Comité sur une base *ad hoc*. Enfin, le Comité a décidé, à sa réunion ordinaire d'octobre 1997, d'inviter le Groupe ACP à assister à ses réunions sur une base *ad hoc* en attendant le résultat de consultations horizontales concernant les demandes de statut d'observateur auprès de divers organes de l'OMC formulées par ce groupe.

3. Le présent rapport porte essentiellement sur la période qui s'est écoulée depuis le dernier rapport annuel du Comité (G/L/126), c'est-à-dire du 25 octobre 1996 au 24 octobre 1997 (ci-après dénommée "la période considérée"). Pendant la période considérée, le Comité a tenu trois réunions. Des réunions ordinaires ont eu lieu les 1er et 2 mai 1997 et les 23 et 24 octobre 1997 (G/SCM/M/14 et G/SCM/M/15). Le Comité a tenu une réunion extraordinaire du 28 octobre au 1er novembre 1996, afin d'examiner les notifications nouvelles et complètes sur les subventions (G/SCM/M/12 et Suppl.1).

4. Au début de la période considérée, M. Victor do Prado (Brésil) était Président du Comité et Mme Michelle Slade (Nouvelle-Zélande) était Vice-Présidente du Comité. A sa réunion ordinaire de mai 1997, le Comité a élu M. Gilles Gauthier (Canada) à la présidence et M. Jose Luis Perez Gabilondo (Argentine) à la vice-présidence. Conformément au règlement intérieur du Comité, ils sont entrés en fonction à la fin de cette réunion.

II. GROUPE D'EXPERTS PERMANENT

5. En vertu de l'article 24.3 de l'Accord, le Comité est tenu d'établir un Groupe d'experts permanent ("GEP"). Les tâches confiées au GEP par l'Accord sont les suivantes: fournir une assistance à un groupe spécial, sur demande, sur le point de savoir si une mesure est une subvention prohibée; donner aux Membres des avis consultatifs confidentiels sur la nature d'une subvention qu'ils se proposent d'introduire ou appliquent déjà; et donner au Comité des avis consultatifs sur l'existence et la nature d'une subvention. Au début de la période considérée, les membres du Groupe d'experts permanent étaient: M. Seung-Wha Chang, M. Gary Horlick, M. Friedrich Klein, M. Akira Kotera et

M. Robert Martin. A sa réunion ordinaire de mai 1997, le Comité a élu M. A.V. Ganesan pour remplacer M. Klein, dont le mandat était arrivé à expiration.

6. Conformément à une Décision adoptée par le Comité (G/SCM/4), le GEP élaborera un règlement intérieur en tenant compte de toutes lignes directrices que le Comité aura pu lui indiquer, et ce règlement intérieur sera soumis à l'approbation du Comité. Un projet de règlement intérieur a été établi par le GEP et distribué au Comité le 18 avril 1996 (G/SCM/W/365), mais ce projet n'a pas été approuvé par le Comité. Pendant la période considérée, le Comité n'a eu aucune discussion ni n'a pris aucune nouvelle décision concernant l'approbation du règlement intérieur du GEP. Malgré la tenue de consultations approfondies, aucun consensus n'a été trouvé.

III. GROUPE INFORMEL D'EXPERTS

7. L'Annexe IV de l'Accord donne des orientations au sujet du calcul du subventionnement *ad valorem* total, l'objectif étant de déterminer s'il existe une présomption de préjudice grave au titre de l'article 6.1 a) de l'Accord. Aux termes de la Note 62 relative à cette annexe, "[u]n arrangement entre les Membres devrait être élaboré, selon qu'il sera nécessaire, sur les points qui ne sont pas spécifiés dans cette annexe ou qui appellent de plus amples éclaircissements aux fins du paragraphe 1 a) de l'article 6". A sa réunion du 13 juin 1995, le Comité a créé un Groupe informel d'experts chargé d'examiner ces points et de présenter au Comité les recommandations dont le Groupe considérera qu'elles pourraient aider le Comité à élaborer un arrangement entre les Membres, selon qu'il sera nécessaire, au sujet de ces points.

8. Le 25 juillet 1997, le Groupe informel a distribué au Comité un rapport comprenant 21 recommandations (G/SCM/W/415). A sa réunion ordinaire d'octobre 1997, le Comité a procédé à un examen préliminaire de ce rapport. A cette réunion, certains Membres ont fait savoir qu'ils avaient besoin de plus de temps pour étudier le rapport. En conséquence, le Comité a décidé que les membres du Comité informeraient le Président de toutes questions qu'ils souhaiteraient soulever en vue d'obtenir des éclaircissements. Sur la base de ces observations, une réunion informelle, à laquelle les experts seraient présents, sera organisée afin que soient fournis les explications et les éclaircissements nécessaires.

IV. NOTIFICATION DE SUBVENTIONS

9. Notifications nouvelles et complètes. Conformément à l'article 25.1 de l'Accord et à l'article XVI:1 du GATT de 1994, tous les membres du Comité étaient tenus de présenter au Comité pour le 30 juin 1995 une notification nouvelle et complète relative aux subventions. Au 24 octobre 1997, 42 des 117 Membres de l'OMC¹ avaient notifié des subventions en application de l'article 25 de l'Accord et de l'article XVI du GATT de 1994. En outre, 23 Membres avaient notifié qu'ils ne maintiennent pas de subventions à notifier en application de ces dispositions. Ces notifications sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/3/... Cinquante-deux Membres n'avaient présenté aucune notification à la fin de la période sur laquelle porte le présent rapport. Un tableau indiquant la situation en ce qui concerne les notifications relatives aux subventions est reproduit à l'annexe A du présent rapport. Le processus d'examen de ces notifications, qui avait débuté par une session extraordinaire au cours de la dernière période d'examen, s'est poursuivi lors d'une session d'examen extraordinaire tenue du 28 octobre au 1er novembre 1996 et aux réunions ordinaires du Comité de mai 1997 et d'octobre 1997. Les questions posées et les réponses communiquées lors de ces examens figurent dans les documents de la série G/SCM/Q2/...

¹Les CE comptent pour un Membre.

10. Notifications de mise à jour pour 1996 et 1997. Conformément à l'article 25.1 de l'Accord, des notifications de mise à jour devaient être présentées pour les 30 juin 1996 et 1997. Au 24 octobre 1997, 40 notifications de ce genre avaient été reçues pour 1996 et 20 pour 1997.² Ces notifications sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/16/... et G/SCM/N/25/... Voir les annexes B et C. A ses réunions ordinaires de mai et d'octobre 1997, le Comité a poursuivi l'examen des notifications de mise à jour de 1996. L'examen des notifications de mise à jour de 1997 devrait commencer à la réunion ordinaire du Comité prévue au mois d'avril 1998.

11. Demandes au titre des articles 25.8 et 25.10. A la réunion ordinaire de mai 1997, le représentant des CE a fait savoir au Comité que sa délégation avait récemment formulé des demandes au titre de l'article 25.10 de l'Accord. A sa réunion ordinaire d'octobre 1997, le Comité a examiné les demandes présentées au titre de l'article 25.8 par les CE (G/SCM/Q2/JPN/13) et les Etats-Unis (G/SCM/Q2/EEC/13), ainsi qu'une demande présentée au titre de l'article 25.10 par les CE (G/SCM/Q2/USA/11).

V. SUBVENTIONS NE DONNANT PAS LIEU A UNE ACTION

12. Notifications. Aux termes de l'article 8.3 de l'Accord, un programme de subventions qui sont présentées comme ne donnant pas lieu à une action en application de l'article 8.2 doit être notifié au Comité avant sa mise en oeuvre. La recommandation adoptée par le Groupe de contact informel pour un modèle de présentation des notifications initiales (PC/IPL/11, annexe 1) a été approuvée par le Comité à sa réunion du 22 février 1995. Au 24 octobre 1997, aucune notification de ce genre n'avait été présentée.

13. Modèle de présentation des notifications de mise à jour. Un Groupe de travail des notifications concernant les subventions a été établi le 22 février 1995 pour débattre, entre autres choses, d'un modèle de présentation pour les notifications de mise à jour concernant les subventions ne donnant pas lieu à une action au titre de l'article 8.3 de l'Accord. A sa réunion ordinaire d'octobre 1997, le Comité a adopté un mode de présentation pour les notifications de ce genre, que lui avait soumis, pour approbation, le Groupe de travail (G/SCM/W/410).

14. Arbitrage. L'article 8.5 de l'Accord dispose que certains cas de subventions notifiées ne donnant pas lieu à une action peuvent être soumis à un arbitrage contraignant. Le groupe informel des procédures d'arbitrage au titre de l'article 8.5 de l'Accord a largement discuté de l'élaboration de procédures portant sur la façon de mener les arbitrages au titre de cet article et un document contenant des procédures proposées (G/SCM/W/5) a été distribué au Comité le 11 mai 1995. Les consultations informelles se sont poursuivies pendant la période considérée, mais aucune procédure n'a encore été adoptée. Les consultations sur cette question se poursuivront.

VI. NOTIFICATION ET EXAMEN DES LOIS ET/OU REGLEMENTATIONS EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS

15. A sa réunion extraordinaire du 22 février 1995, le Comité a décidé que tous les Membres qui avaient une législation et/ou des réglementations nouvelles ou existantes applicables en tout ou en partie aux enquêtes ou aux examens en matière de droits compensateurs en rapport avec l'Accord devraient notifier au Comité le texte complet et intégral de cette législation et/ou de ces réglementations avant le 15 mars 1995. Si cette législation et/ou ces réglementations n'existaient pas ou n'étaient pas encore disponibles, le Membre en informerait le Comité. En outre, le Comité a décidé que les gouvernements

²Les CE comptent pour un Membre.

observateurs devraient lui fournir le texte de leurs lois et réglementations en matière de droits compensateurs.

16. Au 24 octobre 1997, 72 Membres³ avaient adressé au Comité des notifications concernant leur législation en matière de droits compensateurs ou des communications à cet égard (G/SCM/N/1 et addenda). Quarante-cinq Membres n'avaient pas encore présenté de notification au titre de l'article 32.6 de l'Accord. Un tableau indiquant la situation de ces notifications est reproduit à l'annexe D du présent rapport.

17. Pendant la période considérée, le Comité a examiné les notifications des législations en matière de droits compensateurs présentées par les Membres ci-après: Bénin, Corée, Emirats arabes unis, Fidji, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Liechtenstein, Namibie, Ouganda, Paraguay, Singapour et Thaïlande. Les questions et réponses écrites concernant ces examens figurent dans les documents de la série G/SCM/Q1/...

18. Pendant la période considérée, le Comité a procédé à un nouvel examen des notifications de lois ayant déjà fait l'objet d'un examen, conformément aux procédures qu'il avait adoptées à sa réunion extraordinaire conjointe avec le Comité des pratiques antidumping en avril 1996. Les questions et réponses écrites concernant les notifications des Membres ci-après ont été examinées par le Comité: Canada, CE, Etats-Unis, Inde, Indonésie, Israël, Malaisie, Nouvelle-Zélande et Singapour.

VII. RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DECISIONS PRISES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS

19. Notifications pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1996. Au 24 octobre 1997, huit Membres avaient notifié des décisions prises pendant la période du 1er juillet au 31 décembre 1996. Quarante-six Membres avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pris aucune décision en matière de droits compensateurs pendant cette période. Les Membres restants n'avaient pas présenté de notification. Les rapports semestriels ont été distribués dans la série de documents G/SCM/N/23. La situation des rapports semestriels est indiquée à l'annexe E.

20. Notifications pour la période du 1er janvier au 30 juin 1997. Au 24 octobre 1997, sept Membres avaient notifié des décisions prises pendant la période du 1er janvier au 30 juin 1997. Quarante et un Membres avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pris aucune décision en matière de droits compensateurs pendant cette période. Les Membres restants n'avaient pas présenté de notification. Les rapports semestriels ont été distribués dans la série de documents G/SCM/N/30. La situation des rapports semestriels est indiquée à l'annexe E.

21. Un tableau récapitulatif des notifications concernant les nouvelles décisions prises par les Membres en matière de droits compensateurs pendant la période du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 est reproduit à l'annexe F du présent rapport.

VIII. RAPPORTS SUR TOUTES LES DECISIONS PRELIMINAIRES OU FINALES PRISES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS

22. Conformément à l'article 25.11 de l'Accord, les Membres doivent présenter sans délai au Comité un rapport sur toutes leurs décisions préliminaires ou finales en matière de droits compensateurs. Les lignes directrices concernant les renseignements à fournir dans ces rapports sont reproduites dans le document G/SCM/3. Au 24 octobre 1997, des rapports sur les décisions préliminaires ou finales en

³Les CE comptent pour un Membre.

matière de droits compensateurs prises pendant la période considérée avaient été communiqués par l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, les CE, les Etats-Unis, le Mexique et la Nouvelle-Zélande (G/SCM/N/22, 24, 26, 27, 28, 29, 31, 32 et 33). Le Comité a examiné les notifications de décisions préliminaires ou finales à ses réunions ordinaires de mai et d'octobre 1997.

IX. AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE COMITE

23. Membres visés à l'Annexe VII. A la réunion ordinaire du Comité d'octobre 1997, le Président a informé le Comité que, conformément aux données figurant dans l'édition de 1997 de l'Atlas de la Banque mondiale, le PNB par habitant d'un Membre mentionné à l'Annexe VII b) de l'Accord (Philippines) dépassait aujourd'hui 1 000 dollars EU par an. En outre, le Comité a débattu du statut du Honduras, qui n'est pas mentionné à l'Annexe VII bien que son PNB par habitant soit inférieur à 1 000 dollars EU par an.

24. Autres questions. Pendant la période considérée, le Comité a également examiné les questions suivantes:

- Mexique - Enquête en matière de droits compensateurs concernant les pêches en boîte en provenance de Grèce;
- Nouvelle-Zélande - Enquête en matière de droits compensateurs concernant les pêches en boîte en provenance des Etats-Unis.

25. Autres questions. Pendant la période considérée, les questions suivantes ont été soulevées au titre du point "Autres questions":

- Corée - Subventions alléguées à Hanbo Steel;
- Argentine - Droit compensateur provisoire appliqué au gluten de froment en provenance des CE;
- Australie - Questions des CE concernant la notification de subventions de l'Australie;
- Egypte - Demande formulée par les CE;
- Japon - Demande formulée par les CE;
- Corée - Questions des CE concernant la notification de subventions de la Corée;
- Base de données sur les décisions prises en matière de droits antidumping et de droits compensateurs.

ANNEXE A

Notifications nouvelles et complètes sur les subventions (1995)
(G/SCM/N/3/...)

| Membre | | Membre | | Membre | | Membre | |
|--------------------|---|---------------------|---|----------------------------------|---|---------------------------------|---|
| Afrique du Sud | X | Chili | X | Kenya | | République dominicaine | N |
| Angola | | Chypre | X | Koweït | | République slovaque | X |
| Antigua-et-Barbuda | N | Colombie | X | Lesotho | | République tchèque | X |
| Argentine | X | Congo | | Liechtenstein | N | Roumanie | X |
| Australie | X | Corée | X | Macao | | Rwanda | |
| Bahreïn | X | Costa Rica | X | Madagascar | | Saint-Kitts-et-Nevis | |
| Bangladesh | | Côte d'Ivoire | N | Malaisie | X | Saint-Vincent-et-les Grenadines | |
| Barbade | | Cuba | N | Malawi | | Sainte-Lucie | |
| Belize | | Djibouti | | Maldives | | Sénégal | X |
| Bénin | | Dominique | | Mali | | Sierra Leone | |
| Bolivie | N | Egypte | | Malte | | Singapour | X |
| Botswana | N | El Salvador | | Maroc | N | Slovénie | X |
| Brésil | X | Emirats arabes unis | N | Maurice | N | Sri Lanka | X |
| Brunéi Darussalam | N | Equateur | | Mauritanie | | Suisse | X |
| Bulgarie | X | Etats-Unis | X | Mexique | X | Suriname | N |
| Burkina Faso | N | Fidji | X | Mongolie | | Swaziland | N |
| Burundi | | Gabon | | Mozambique | | Tanzanie | |
| Cameroun | X | Gambie | | Myanmar | | Tchad | |
| Canada | X | Ghana | N | Namibie | | Thaïlande | X |
| CE | X | Grenade | | Nicaragua | N | Togo | |
| Allemagne | X | Guatemala | | Niger | | Trinité-et-Tobago | N |
| Autriche | X | Guinée, Rép. de | | Nigéria | X | Tunisie | X |
| Belgique | X | Guinée-Bissau | | Norvège | X | Turquie | X |
| Danemark | X | Guyana | | Nouvelle-Zélande | N | Uruguay | X |
| Espagne | X | Haiti | | Ouganda | N | Venezuela | X |
| Finlande | X | Honduras | N | Pakistan | X | Zambie | N |
| France | X | Hong Kong, Chine | N | Panama | | Zimbabwe | |
| Grèce | X | Hongrie | X | Papouasie-Nouvelle-Guinée | | | |
| Irlande | X | Iles Salomon | | Paraguay | | | |
| Italie | X | Inde | X | Pérou | N | | |
| Luxembourg | X | Indonésie | X | Philippines | X | | |
| Pays-Bas | X | Islande | X | Pologne | X | | |
| Portugal | X | Israël | X | Qatar | | | |
| Royaume-Uni | X | Jamaïque | | République centrafricaine | | | |
| Suède | X | Japon | X | République démocratique du Congo | | | |

"N" signifie que le Membre a indiqué qu'il ne maintenait pas de subventions donnant lieu à notification.

"X" signifie que le Membre a notifié des subventions.

L'espace blanc signifie qu'aucune notification n'a été présentée.

ANNEXE B

Notifications de mise à jour sur les subventions (1996)
(G/SCM/N/16/...)

| Membre | | Membre | | Membre | | Membre | |
|--------------------|---|---------------------|---|----------------------------------|---|---------------------------------|---|
| Afrique du Sud | X | Chili | X | Kenya | | République dominicaine | |
| Angola | | Chypre | X | Koweït | | République slovaque | |
| Antigua-et-Barbuda | X | Colombie | X | Lesotho | | République tchèque | X |
| Argentine | | Congo | | Liechtenstein | X | Roumanie | X |
| Australie | X | Corée | X | Macao | | Rwanda | |
| Bahreïn | X | Costa Rica | | Madagascar | | Saint-Kitts-et-Nevis | |
| Bangladesh | | Côte d'Ivoire | X | Malaisie | | Saint-Vincent-et-les Grenadines | |
| Barbade | | Cuba | X | Malawi | | Sainte-Lucie | |
| Belize | | Djibouti | | Maldives | | Sénégal | X |
| Bénin | | Dominique | | Mali | | Sierra Leone | |
| Bolivie | | Egypte | | Malte | | Singapour | X |
| Botswana | | El Salvador | | Maroc | | Slovénie | X |
| Brésil | X | Emirats arabes unis | X | Maurice | | Sri Lanka | |
| Brunéi Darussalam | X | Equateur | | Mauritanie | | Suisse | X |
| Bulgarie | X | Etats-Unis | X | Mexique | | Suriname | |
| Burkina Faso | X | Fidji | X | Mongolie | | Swaziland | |
| Burundi | | Gabon | | Mozambique | | Tanzanie | |
| Cameroun | X | Gambie | | Myanmar | | Tchad | |
| Canada | X | Ghana | | Namibie | | Thaïlande | X |
| CE | X | Grenade | | Nicaragua | | Togo | |
| Allemagne | X | Guatemala | | Niger | | Trinité-et-Tobago | |
| Autriche | X | Guinée, Rép. de | | Nigéria | | Tunisie | X |
| Belgique | X | Guinée-Bissau | | Norvège | X | Turquie | |
| Danemark | X | Guyana | | Nouvelle-Zélande | X | Uruguay | X |
| Espagne | X | Haiti | | Ouganda | | Venezuela | |
| Finlande | X | Honduras | | Pakistan | | Zambie | X |
| France | X | Hong Kong, Chine | X | Panama | | Zimbabwe | |
| Grèce | X | Hongrie | | Papouasie-Nouvelle-Guinée | | | |
| Irlande | X | Iles Salomon | | Paraguay | | | |
| Italie | X | Inde | | Pérou | | | |
| Luxembourg | X | Indonésie | X | Philippines | X | | |
| Pays-Bas | X | Islande | X | Pologne | X | | |
| Portugal | X | Israël | X | Qatar | | | |
| Royaume-Uni | X | Jamaïque | | République centrafricaine | | | |
| Suède | X | Japon | X | République démocratique du Congo | | | |

"X" signifie que le Membre a notifié des subventions.
L'espace blanc signifie qu'aucune notification n'a été présentée.

ANNEXE C

Notifications de mise à jour sur les subventions (1997)
(G/SCM/N/25/...)

| Membre | | Membre | | Membre | | Membre | |
|--------------------|---|---------------------|---|----------------------------------|---|---------------------------------|---|
| Afrique du Sud | X | Chili | X | Kenya | | République dominicaine | |
| Angola | | Chypre | | Koweït | | République slovaque | |
| Antigua-et-Barbuda | | Colombie | | Lesotho | | République tchèque | |
| Argentine | | Congo | | Liechtenstein | X | Roumanie | |
| Australie | X | Corée | X | Macao | | Rwanda | |
| Bahreïn | X | Costa Rica | | Madagascar | | Saint-Kitts-et-Nevis | |
| Bangladesh | | Côte d'Ivoire | X | Malaisie | | Saint-Vincent-et-les Grenadines | |
| Barbade | | Cuba | | Malawi | | Sainte-Lucie | |
| Belize | | Djibouti | | Maldives | | Sénégal | X |
| Bénin | | Dominique | | Mali | | Sierra Leone | |
| Bolivie | | Egypte | | Malte | | Singapour | X |
| Botswana | | El Salvador | | Maroc | | Slovénie | X |
| Brésil | | Emirats arabes unis | X | Maurice | | Sri Lanka | |
| Brunéi Darussalam | | Equateur | | Mauritanie | | Suisse | X |
| Bulgarie | | Etats-Unis | | Mexique | | Suriname | |
| Burkina Faso | X | Fidji | | Mongolie | | Swaziland | |
| Burundi | | Gabon | | Mozambique | | Tanzanie | |
| Cameroun | | Gambie | | Myanmar | | Tchad | |
| Canada | X | Ghana | | Namibie | | Thaïlande | |
| CE | X | Grenade | | Nicaragua | | Togo | |
| Allemagne | X | Guatemala | | Niger | | Trinité-et-Tobago | |
| Autriche | X | Guinée, Rép. de | | Nigéria | | Tunisie | X |
| Belgique | X | Guinée-Bissau | | Norvège | X | Turquie | |
| Danemark | X | Guyana | | Nouvelle-Zélande | X | Uruguay | |
| Espagne | X | Haiti | | Ouganda | | Venezuela | |
| Finlande | X | Honduras | | Pakistan | | Zambie | |
| France | X | Hong Kong, Chine | X | Panama | | Zimbabwe | |
| Grèce | X | Hongrie | | Papouasie-Nouvelle-Guinée | | | |
| Irlande | X | Iles Salomon | | Paraguay | | | |
| Italie | X | Inde | | Pérou | | | |
| Luxembourg | X | Indonésie | | Philippines | | | |
| Pays-Bas | X | Islande | | Pologne | | | |
| Portugal | X | Israël | | Qatar | | | |
| Royaume-Uni | X | Jamaïque | | République centrafricaine | | | |
| Suède | X | Japon | X | République démocratique du Congo | | | |

"X" signifie que le Membre a notifié des subventions.
L'espace blanc signifie qu'aucune notification n'a été présentée.

ANNEXE D

Notifications concernant les législations en matière de droits compensateurs

| MEMBRE/OBSERVATEUR | NOTIFICATION PRESENTEE |
|-------------------------|---|
| Afrique du Sud | G/SCM/N/1/ZAF/1 |
| Angola | Aucune |
| Antigua-et-Barbuda | Aucune |
| Argentine | G/SCM/N/1/ARG/1 + Suppl. 1 |
| Australie | G/SCM/N/1/AUS/1 + Suppl. 1 |
| Bahreïn | Aucune |
| Bangladesh | Aucune |
| Barbade | G/SCM/N/1/BRB/1 |
| Belize | Aucune |
| Bénin | G/SCM/N/1/BEN/1 |
| Bolivie | G/SCM/N/1/BOL/1 + Suppl. 1 |
| Botswana | Aucune |
| Brésil | G/SCM/N/1/BRA/2 + Suppl. 1 |
| Brunéi Darussalam | G/SCM/N/1/BRN/1 |
| Bulgarie | G/SCM/N/1/BGR/1 |
| Burkina Faso | Aucune |
| Burundi | Aucune |
| Cameroun | Aucune |
| Canada | G/SCM/N/1/CAN/3 |
| Chili | G/SCM/N/1/CHL/1 |
| Chypre | G/SCM/N/1/CYP/2 |
| Colombie | G/SCM/N/1/COL/1 |
| Communautés européennes | G/SCM/N/1/EEC/1 |
| Congo | Aucune |
| Corée | G/SCM/N/1/KOR/2 |
| Costa Rica | G/SCM/N/1/CRI/1 |
| Côte d'Ivoire | Aucune |
| Cuba | G/SCM/N/1/CUB/1 + Suppl. 1 |
| Djibouti | Aucune |
| Dominique | Aucune |
| Egypte | G/SCM/N/1/EGY/1 |
| El Salvador | G/SCM/N/1/SLV/1 |
| Emirats arabes unis | G/SCM/N/1/ARE/1 |
| Equateur | G/SCM/N/1/ECU/1 + Suppl. 1 |
| Etats-Unis | G/SCM/N/1/USA/1 + Corr. 1 + Suppl. 1 et 2 |
| Fidji | G/SCM/N/1/FJI/1 |
| Gabon | Aucune |

| MEMBRE/OBSERVATEUR | NOTIFICATION PRESENTEE |
|--------------------|---|
| Gambie | Aucune |
| Ghana | Aucune |
| Grenade | Aucune |
| Guatemala | G/SCM/N/1/GTM/2 |
| Guinée, Rép. de | G/SCM/N/1/GIN/1 |
| Guinée-Bissau | Aucune |
| Guyana | Aucune |
| Haïti | Aucune |
| Honduras | G/SCM/N/1/HND/2 |
| Hong Kong, Chine | G/SCM/N/1/HKG/1 |
| Hongrie | G/SCM/N/1/HUN/1 |
| Iles Salomon | Aucune |
| Inde | G/SCM/N/1/IND/2 + Corr.1 + Suppl.1 |
| Indonésie | G/SCM/N/1/IDN/2 |
| Islande | G/SCM/N/1/ISL/1 |
| Israël | G/SCM/N/1/ISR/2 |
| Jamaïque | G/SCM/N/1/JAM/1 |
| Japon | G/SCM/N/1/JPN/2 + Corr.1 et 2 + Suppl.1 |
| Kenya | G/SCM/N/1/KEN/1 |
| Koweït | Aucune |
| Lesotho | Aucune |
| Liechtenstein | G/SCM/N/1/LIE/1 |
| Macao | Aucune |
| Madagascar | Aucune |
| Malaisie | G/SCM/N/1/MYS/1 |
| Malawi | G/SCM/N/1/MWI/1 |
| Maldives | G/SCM/N/1/MDV/1 |
| Mali | Aucune |
| Malte | G/SCM/N/1/MLT/1 |
| Maroc | G/SCM/N/1/MAR/1 |
| Maurice | G/SCM/N/1/MUS/2 |
| Mauritanie | Aucune |
| Mexique | G/SCM/N/1/MEX/1 + Corr.1 |
| Mongolie | Aucune |
| Mozambique | Aucune |
| Myanmar | Aucune |
| Namibie | G/SCM/N/1/NAM/1 |
| Nicaragua | G/SCM/N/1/NIC/1 |
| Niger | Aucune |
| Nigéria | Aucune |
| Norvège | G/SCM/N/1/NOR/3 |

| MEMBRE/OBSERVATEUR | NOTIFICATION PRESENTEE |
|----------------------------------|---|
| Nouvelle-Zélande | G/SCM/N/1/NZL/2 |
| Ouganda | G/SCM/N/1/UGA/2 |
| Pakistan | G/SCM/N/1/PAK/1 |
| Panama | Aucune |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | Aucune |
| Paraguay | G/SCM/N/1/PRY/2 |
| Pérou | G/SCM/N/1/PER/1 + Corr.1 + Suppl.1 et 2 |
| Philippines | G/SCM/N/1/PHL/1 |
| Pologne | G/SCM/N/1/POL/1 |
| Qatar | Aucune |
| République centrafricaine | Aucune |
| République démocratique du Congo | Aucune |
| République dominicaine | G/SCM/N/1/DOM/1 |
| République slovaque | G/SCM/N/1/SVK/1 |
| République tchèque | G/SCM/N/1/CZE/1 |
| Roumanie | G/SCM/N/1/ROM/1 |
| Rwanda | Aucune |
| Saint-Kitts-et-Nevis | Aucune |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | Aucune |
| Sainte-Lucie | G/SCM/N/1/LCA/1 |
| Sénégal | G/SCM/N/1/SEN/1 |
| Sierra Leone | Aucune |
| Singapour | G/SCM/N/1/SGP/2 + Suppl.1 |
| Slovénie | G/SCM/N/1/SVN/1 |
| Sri Lanka | G/SCM/N/1/LKA/1 |
| Suisse | G/SCM/N/1/CHE/1 |
| Suriname | G/SCM/N/1/SUR/1 |
| Swaziland | Aucune |
| Tanzanie | Aucune |
| Tchad | Aucune |
| Thaïlande | G/SCM/N/1/THA/3 |
| Togo | Aucune |
| Trinité-et-Tobago | G/SCM/N/1/TTO/1 |
| Tunisie | G/SCM/N/1/TUN/1 |
| Turquie | G/SCM/N/1/TUR/2 |
| Uruguay | G/SCM/N/1/URY/1 |
| Venezuela | G/SCM/N/1/VEN/1 + Suppl.1 et 2 |
| Zambie | G/SCM/N/1/ZMB/1 |
| Zimbabwe | G/SCM/N/1/ZWE/2 |

"Aucune" signifie qu'aucune notification n'a été présentée.

ANNEXE E

Rapports semestriels

Note: X = Un rapport semestriel sur les décisions prises a été présenté.
N = Un rapport indiquant qu'aucune décision n'a été prise a été présenté.
Sans objet = Le Membre n'était pas assujetti à cette obligation pendant cette période.
Blanc = Aucun rapport n'a été présenté.

| Membre | 1er juillet-31 décembre 1996 | 1er janvier-30 juin 1997 |
|--------------------------------------|------------------------------|--------------------------|
| Afrique du Sud | N | X |
| Angola | | |
| Antigua-et-Barbuda | | |
| Argentine | X | X |
| Australie | X | X |
| Bahreïn | N | N |
| Bangladesh | | |
| Barbade | | |
| Belize | | |
| Bénin | | |
| Bolivie | | |
| Botswana | N | |
| Brésil | N | N |
| Brunéi Darussalam | N | |
| Bulgarie | | |
| Burkina Faso | N | |
| Burundi | | |
| Cameroun | | |
| Canada | X | X |
| Chili | N | N |
| Chypre | | N |
| Colombie | N | N |
| Communautés européennes ⁴ | X | N |
| Congo | Sans objet | N |
| Corée | N | N |
| Costa Rica | N | |

⁴Les CE comptent pour un Membre.

| Membre | 1er juillet-31 décembre 1996 | 1er janvier-30 juin 1997 |
|---------------------|------------------------------|--------------------------|
| Côte d'Ivoire | | |
| Cuba | N | N |
| Djibouti | | |
| Dominique | | |
| Egypte | | |
| El Salvador | N | |
| Emirats arabes unis | | N |
| Equateur | N | |
| Etats-Unis | X | X |
| Fidji | | |
| Gabon | | |
| Gambie | | |
| Ghana | | |
| Grenade | | |
| Guatemala | | |
| Guinée, Rép. de | | |
| Guinée-Bissau | | |
| Guyana | | |
| Haïti | | |
| Honduras | N | N |
| Hong Kong, Chine | N | N |
| Hongrie | N | N |
| Iles Salomon | | |
| Inde | N | N |
| Indonésie | N | N |
| Islande | N | N |
| Israël | N | N |
| Jamaïque | | |
| Japon | N | N |
| Kenya | | |
| Koweït | | |
| Lesotho | | |
| Liechtenstein | N | N |
| Macao | | |

| Membre | 1er juillet-31 décembre 1996 | 1er janvier-30 juin 1997 |
|----------------------------------|------------------------------|--------------------------|
| Madagascar | | |
| Malaisie | N | N |
| Malawi | | |
| Maldives | | |
| Mali | | |
| Malte | N | N |
| Maroc | N | N |
| Maurice | | |
| Mauritanie | | |
| Mexique | X | X |
| Mongolie | | |
| Mozambique | | |
| Myanmar | | |
| Namibie | N | |
| Nicaragua | | |
| Niger | | |
| Nigéria | | |
| Norvège | N | N |
| Nouvelle-Zélande | X | X |
| Ouganda | N | N |
| Pakistan | N | N |
| Panama | Sans objet | |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | | |
| Paraguay | | |
| Pérou | N | N |
| Philippines | N | N |
| Pologne | N | N |
| Qatar | | |
| République centrafricaine | | |
| République démocratique du Congo | Sans objet | N |
| République dominicaine | N | N |
| République slovaque | N | N |
| République tchèque | N | N |

| Membre | 1er juillet-31 décembre 1996 | 1er janvier-30 juin 1997 |
|---------------------------------|------------------------------|--------------------------|
| Roumanie | N | N |
| Rwanda | | |
| Saint-Kitts-et-Nevis | | |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | | |
| Sainte-Lucie | | |
| Sénégal | | |
| Sierra Leone | | |
| Singapour | N | N |
| Slovénie | N | |
| Sri Lanka | N | N |
| Suisse | N | N |
| Suriname | | |
| Swaziland | | |
| Tanzanie | N | |
| Tchad | | |
| Thaïlande | N | N |
| Togo | | |
| Trinité-et-Tobago | | |
| Tunisie | N | N |
| Turquie | N | N |
| Uruguay | N | |
| Venezuela | X | N |
| Zambie | N | N |
| Zimbabwe | | |

ANNEXE F

Etat récapitulatif des décisions en matière de droits compensateurs
(1er juillet 1996-30 juin 1997)

| Ouverture d'enquête | | | Mesures provisoires (les déterminations préliminaires négatives ne sont pas incluses) | | | Droits définitifs | | | Engagements en matière de prix | | | Mesures en vigueur le 30 juin 1997 (droits définitifs et engagements en matière de prix) |
|---------------------|------------|--|---|------------|--|-------------------|------------|--|--------------------------------|------------|--|---|
| Nombre | Pays visés | | Nombre | Pays visés | | Nombre | Pays visés | | Nombre | Pays visés | | |
| | ARGENTINE | | | | | | | | | | | |
| 2 | EEC(2) | | - | | | - | | | 0 | | | 1 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | AUSTRALIE | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | 0 | | | 0 | | | 0 | | | 6 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | BRESIL | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | 0 | | | 0 | | | 0 | | | 6 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | CANADA | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | 1 | ITA(1) | | 0 | | | 0 | | | 5 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | CEE | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | 0 | | | 0 | | | 3 |

| Ouverture d'enquête | | | | Mesures provisoires (les déterminations préliminaires négatives ne sont pas incluses) | | | | Droits définitifs | | | | Engagements en matière de prix | | | | Mesures en vigueur le 30 juin 1997 (droits définitifs et engagements en matière de prix) |
|---------------------|-------------------------|-----|-----|---|------------|--|--|-------------------|------------|--------|--|--------------------------------|------------|--|--|---|
| Nombre | Pays visés | | | Nombre | Pays visés | | | Nombre | Pays visés | | | Nombre | Pays visés | | | |
| | ETATS-UNIS | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 | CAN | DEU | TTO | 0 | | | | 2 | ITA | TUR | | | | | | 68 |
| | VEN | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | MEXIQUE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | GRC | | | 0 | | | | 0 | | | | 0 | | | | 11 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | NOUVELLE-ZELANDE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | ZAF(2) | | | 0 | | | | 3 | ITA | ZAF(2) | | 2 | ZAF(2) | | | 6 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | VENEZUELA | | | | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | 0 | | | | 0 | | | | 0 | | | | 3 |

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES DANS L'ANNEXE F

| | | | | | |
|-----|--|-----|-------------------------------|-----|------------------------------------|
| AFG | AFGHANISTAN | DEU | ALLEMAGNE | POL | POLOGNE |
| ALB | ALBANIE | GHA | GHANA | PRT | PORTUGAL |
| DZA | ALGERIE | GRC | GRECE | PRI | PORTO RICO |
| ATG | ANTIGUA-ET- BARBUDA | GRD | GRENADE | QUT | QATAR |
| ARG | ARGENTINE | GTM | GUATEMALA | ROM | ROUMANIE |
| ARM | ARMENIE | GNB | GUINEE-BISSAU | RUS | FEDERATION DE RUSSIE |
| AUS | AUSTRALIE | GIN | GUINEE, REP. DE | RWA | RWANDA |
| AUT | AUTRICHE | GUY | GUYANA | KNA | SAINT-KITTS-ET-NEVIS |
| AZE | AZERBAIDJAN | HTI | HAITI | LCA | SAINTE-LUCIE |
| BHS | BAHAMAS | HND | HONDURAS | SAU | ARABIE SAOUDITE |
| BHR | BAHREIN | HKG | HONG KONG | SEN | SENEGAL |
| BGD | BANGLADESH | HUN | HONGRIE | SYC | SEYCHELLES |
| BRB | BARBADE | ISL | ISLANDE | SLE | SIERRA LEONE |
| BLR | BELARUS | IND | INDE | SGP | SINGAPOUR |
| BEL | BELGIQUE | IDN | INDONESIE | SVK | REPUBLIQUE SLOVAQUE |
| BLZ | BELIZE | IRN | IRAN | SVN | SLOVENIE |
| BEN | BENIN | IRQ | IRAQ | ZAF | AFRIQUE DU SUD |
| BMU | BERMUDES | IRL | IRLANDE | ESP | ESPAGNE |
| BOL | BOLIVIE | ISR | ISRAEL | LKA | SRI LANKA |
| BIH | BOSNIE-HERZEGOVINE | ITA | ITALIE | VCT | SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES |
| BWA | BOTSWANA | JAM | JAMAIQUE | SDN | SOUDAN |
| BRA | BRESIL | JPN | JAPON | SUR | SURINAME |
| BRN | BRUNEI DARUSSALAM | JOR | JORDANIE | SWE | SUEDE |
| BGR | BULGARIE | KAZ | KAZAKSTAN | CHE | SUISSE |
| BFA | BURKINA FASO | KEN | KENYA | TJK | TADJIKISTAN |
| BUR | BURUNDI | KOR | COREE | TZA | TANZANIE |
| CMR | CAMEROUN | KWT | KOWEIT | THA | THAILANDE |
| CAN | CANADA | KGZ | KIRGHIZISTAN | TGO | TOGO |
| CAF | REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | LVA | LETTONIE | TTO | TRINITE-ET-TOBAGO |
| TCO | TCHAD | LBN | LIBAN | TUN | TUNISIE |
| CHL | CHILI | LSO | LESOTHO | TUR | TURQUIE |
| CHN | CHINE | LIE | LIECHTENSTEIN | TKM | TURKMENISTAN |
| CHT | TAIPEI CHINOIS | LTU | LITUANIE | UGA | OUGANDA |
| COG | CONGO, REP. DE | LUX | LUXEMBOURG | UKR | UKRAINE |
| COL | COLOMBIE | MAC | MACAO | ARE | EMIRATS ARABES UNIS |
| CRI | COSTA RICA | MDG | MADAGASCAR | GBR | ROYAUME-UNI |
| CIV | COTE D'IVOIRE | MWI | MALAWI | USA | ETATS-UNIS |
| HRV | CROATIE | MYS | MALAISIE | URY | URUGUAY |
| CUB | CUBA | MDV | MALDIVES | UZB | OUZBEKISTAN |
| CYP | CHYPRE | MLI | MALI | VUT | VANUATU |
| CZE | REPUBLIQUE TCHEQUE | MLT | MALTE | VEN | VENEZUELA |
| DNK | DANEMARK | MRT | MAURITANIE | VNM | VIET NAM |
| DJI | DJIBOUTI | MUS | MAURICE | ZMB | ZAMBIE |
| DMA | DOMINIQUE | MEX | MEXIQUE | ZWE | ZIMBABWE |
| DOM | REPUBLIQUE DOMINICAINE | MDA | MOLDOVA, REP. DE | | |
| DRC | REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO | MNG | MONGOLIE | | |
| EEC | COMMUNAUTE EUROPEENNE | MAR | MAROC | | |
| ECU | EQUATEUR | MOZ | MOZAMBIQUE | | |
| EGY | EGYPTE | NAM | NAMIBIE | | |
| SLV | EL SALVADOR | NLD | PAYS-BAS | | |
| EST | ESTONIE | NZL | NOUVELLE-ZELANDE | | |
| FJI | FIDJI | NIC | NICARAGUA | | |
| FIN | FINLANDE | NER | NIGER | | |
| FRA | FRANCE | NGA | NIGERIA | | |
| GAB | GABON | NOR | NORVEGE | | |
| GMB | GAMBIE | OMN | OMAN | | |
| GEO | GEORGIE | PAK | PAKISTAN | | |
| | | PAN | PANAMA | | |
| | | PNG | PAPOUASIE- NOUVELLE-GUINEE | | |
| | | PRY | PARAGUAY | | |
| | | PER | PEROU | | |
| | | PHL | PHILIPPINES | | |